


**VOTRE QUESTION
DU JOUR**
SYLVIE GOULARD

 Eurodéputée française (Alliance
des démocrates et des libéraux pour l'Europe)

Le couple italo-allemand peut-il remplacer le couple franco-allemand en Europe ?

- ▶ Angela Merkel et Mario Monti souhaiteraient ratifier simultanément le traité budgétaire.
- ▶ Depuis l'arrivée de l'ancien commissaire européen italien au pouvoir en novembre, Rome et Berlin sont sur la même longueur d'onde en Europe.

« Nous venons de vivre cinq années de méthode très exclusive Merkel-Sarkozy. Mais l'Union européenne, c'est bien plus que cela. Il y a plus de deux pays. Des décisions sur les politiques sociales, économiques, en partie fiscales, de compétitivité ne peuvent être prises derrière des portes closes entre deux leaders de l'Europe autoproclamés. C'est valable pour tous les dirigeants, français, allemands, italiens... »

Plutôt que de remplacer la France dans sa relation avec l'Allemagne, l'Italie est à même de réintroduire l'usage de cette méthode communautaire au sein de l'Union européenne. Le pays a un attachement très profond à l'Europe. Il ne faut pas oublier que le Sénat et la Chambre des députés italiens ont ratifié le traité de Lisbonne à l'unanimité.

Cela tient aussi à Mario Monti. Ayant été commissaire européen pendant dix ans, il a une expérience personnelle des institutions et sa conviction profonde est qu'elles ont un rôle à jouer. Il a aussi une compétence économique de fond qui, dans le contexte actuel, le place au centre du jeu.

Je ne sais pas s'il existe désormais un couple Merkel-Monti, ces notions me gênent, les liens dépassent les personnes. Mais il est certain que les Français ont été très arrogants avec les Italiens. Or, le paysage européen, ce n'est pas l'Allemagne et la France d'un côté, et une bande de petits pays de l'autre. La réalité économique est autre.

En termes de poids industriel et de taille des économies, la France et l'Italie sont dans la même catégorie. Alors peut-être que certains jubilent à Rome de se montrer au côté de l'Allemagne, mais Mario Monti est au-dessus de cela. Son pays a un grand besoin de crédibilité internationale et que l'Allemagne appuie ses efforts est pour lui très indispensable. C'est une reconnaissance dont il a besoin en politique intérieure pour faire aboutir des réformes très importantes.

Mais il est juste qu'il y a une proximité entre l'Italie et l'Allemagne sur le sujet de la nécessité de la croissance par les réformes structurelles et qu'à leurs côtés, la France est isolée. S'il est élu, François Hollande devra accepter d'introduire quelques réformes structurelles pour atteindre la croissance. »

RECUEILLI PAR MARIANNE MEUNIER

**Adressez
votre question
à La Croix**

- ▶ par courrier : 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex
- ▶ par courriel : lecteurs.lacroix@bayard-presse.com


COURRIER

 Vos réactions par courrier (18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex),
par mail (lecteurs.lacroix@bayard-presse.com) ou sur le site www.la-croix.com
Nucléaire

J'ai beaucoup aimé votre dossier du 6 mars sur le nucléaire : l'article d'Emmanuelle Réju, ceux de Jean-Paul Aghetti, de Raphaël Claustre et d'Alain Guillemoles. Une présentation à la recherche de l'objectivité : des arguments pour, face des arguments contre. (...) Je ne peux que vous encourager à continuer dans cette voie sur les grands sujets qui font controverse (les OGM, les produits bio, l'homme face à la nature, le principe de précaution, le climat, le Giec, les traditions ancestrales, etc.).

 Jacques Bourdillon
(Paris)

Fessenheim, dans le Haut-Rhin, n'est pas la plus ancienne centrale nucléaire au monde, car après l'arrêt, le 29 février, au bout de quarante-quatre ans et quatre mois de service, de la centrale d'Oldbury (Angleterre), c'est Beznau, une centrale suisse construite sur un affluent du Rhin, à 55 km de Bâle, qui est devenue la doyenne.

Le réacteur de Beznau 1 produit de l'électricité depuis le 1^{er} septembre 1969, soit huit ans et trois mois avant Fessenheim 1. Beznau 2 a été couplé au réseau le 1^{er} décembre 1971. Il s'agit de deux réacteurs à eau pressurisée, la même technologie qu'à Fessenheim, mais de puissance plus faible : 374 MW contre 900.

Il n'y a pas de commission de surveillance et d'information à Beznau, comme c'est le cas à Fessenheim. Les cinq centrales suisses bénéficient d'une autorisation d'activité à durée indéterminée, alors qu'en France, elle doit être renouvelée tous les dix ans. Le programme de sortie du nucléaire du gouvernement fédéral, approuvé en septembre par le Parlement, prévoit la mise hors service des réacteurs au bout de cinquante ans d'activité. Pour Beznau 1, cette échéance interviendra en 2019.

Alors, arrêtons de faire de Fessenheim un épouvantail !

 Daniel Allier
(Rhône)

Je viens de lire, avec un grand intérêt, le dossier sur le nucléaire (La Croix du 6 mars). Il faut tout d'abord poser le principe que le risque zéro n'existe pas. C'est bien pourquoi a été créée l'analyse de risques. La production d'énergie n'échappe pas à cette analyse. Toutes ont leurs risques et leur coût qui en découle. (...) Dans le domaine du nucléaire, très schématiquement, on peut distinguer les risques lors du fonctionnement des réacteurs (mineurs ou majeurs), les risques dus au stockage des déchets et les risques des conséquences sur la portée extérieure d'une catastrophe majeure. Les premiers peuvent faire l'objet d'études poussées pour tendre au risque zéro. Les deuxièmes ne sont pas encore réglés et l'on peut se demander comment sera géré le démantèlement des centrales actuelles. Les troisièmes risques me paraissent plus préoccupants. Quel serait l'intérêt de la suppression du nucléaire dans un pays si son voisin ne l'a pas effectué ?

 2012  PRÉSIDENTIELLE

Je fais partie de la génération qui a eu la chance de naître dans la période de l'immédiate après-guerre. Ma génération a connu les Trente Glorieuses et les différentes étapes de la construction européenne, sur le plan politique, institutionnel et économique. Je pense que nous avons connu une tranche de vie plus heureuse que les générations précédentes dont l'existence a été ponctuée par deux guerres qui ont mis l'Europe à feu et à sang. Je suis donc un Européen convaincu (...). Je crois à une Europe solidaire et dynamique, pas à l'Europe de la désindustrialisation sauvage, des prés carrés nationaux et des boursicotiers à la petite semaine. Le chantier de l'Europe me paraît être la principale voie de l'avenir, encore faut-il faire preuve d'un peu d'imagination, ce qui manque sensiblement à nos élites politiques et technocratiques. Je souhaite que le président qui sera élu relance en priorité une dynamique européenne.

 André Croizat
(Loire)

En dehors des problèmes de risques, il y a ce que je définis comme la faisabilité. Je rejoins tout à fait un point souligné dans votre dossier, à savoir que l'une des premières mesures à prendre concerne la limitation de la consommation. En admettant que celle-ci n'augmente pas, le passage aux énergies renouvelables nécessitera une consommation d'énergies pour la fabrication, la mise en place, l'entretien des éoliennes et autres panneaux photovoltaïques. En d'autres termes, il faudrait produire plus d'énergies avec des installations n'ayant pas la puissance et la régularité du nucléaire.

Conclusion : la diminution de la production d'énergie nucléaire ne supprimera pas les risques des réacteurs restant en service. La construction des équipements autres nécessitera une forte augmentation des besoins en énergie et il faudra faire appel à des énergies polluantes sur notre territoire ou sur celui de voisins à qui nous achèterons de l'énergie produite sous leur seule responsabilité.

J'ajouterai qu'il faut pousser les études dans tous les domaines et, pour le nucléaire, trouver le stockage le plus sûr pour les déchets et les techniques de démantèlement les plus simples et les plus sûres pour le personnel qui en serait chargé.

 A. Charron
(Hauts-de-Seine)

Plutôt que les éoliennes qui gâchent nos paysages et sont en panne de vent très souvent, ne faut-il pas se concentrer sur les turbines sous-marines utilisant la force des marées, dont un exemplaire expérimental a été installé, il y a quelques mois, dans la baie de Saint-Brieuc ? Ceci tout en conservant le nucléaire qui nous garantit une certaine indépendance énergétique. Ne soyons pas naïfs, nous allons vers des conflits majeurs pour de multiples raisons bien connues : démographie, eau, limitation des matières premières, productions agricoles, etc., pour satisfaire les besoins à l'échelle mondiale, alors ne mettons pas nos besoins en énergie dans des pays qui n'auront pas forcément intérêt à nous approvisionner en gaz ou en pétrole. Conservons au moins cette indépendance-là.

 Jean-Marie Commeau
(Yvelines)

J'ai lu avec intérêt votre dossier sur le nucléaire (La Croix du 6 mars). Je voulais vous préciser le point suivant concernant la sobriété « électrique » et notre honteuse différence avec l'Allemagne : le fameux exemple allemand, analysé par Global Chance, de B. Dessus et B. Laponche, dont il ressort pour l'électricité une consommation par habitant supérieure de plus de 11 % en France en 2008. Les auteurs soulignent en particulier « une divergence d'évolution majeure des consommations d'électricité spécifique par habitant du secteur résidentiel : alors qu'elles étaient identiques en 1991 (750 kWh par habitant), elles accusent en 2008 un écart de 27 % (1 230 kWh en France contre 970 kWh en Allemagne) ». Parmi les explications avancées par les auteurs, « l'augmentation du prix de l'électricité en Allemagne, en particulier du fait d'une politique fiscale progressive sur l'électricité et une politique industrielle très active dans le domaine de l'efficacité énergétique des appareils électriques ». Si l'on se concentre sur l'électricité spécifique, on parle donc pour la France d'un « impact » cible de 15,6TWh, soit 3 % de la consommation électrique 2010 (513,2TWh).

 Christian Cavata
(Paris)

Le dossier « Réduire la part du nucléaire » aurait-il raisonné en termes financiers en oubliant les victimes ? Certes, les victimes de Tchernobyl ont été fort mal recensées, et à Fukushima la plupart des victimes ont été dues au raz-de-marée. Qui met en balance les victimes passées du nucléaire avec celles des mines de charbon, des guerres du pétrole et des explosions de gaz naturel dans les immeubles ? Quant aux risques de victimes futures, oublierait-on les risques climatiques des énergies fossiles ?

 F. Besançon
(Paris)

(À suivre)

À nos abonnés

Pour toute question concernant votre abonnement, votre accès internet, appelez le service clients au **01 74 31 15 02** (du lundi au vendredi de 8h30 à 19h)

 SUR
LE WEB

www.la-croix.com
▶ La reconnaissance du vote blanc en débat

Des responsables politiques affichent leur volonté de voter blanc dans certaines circonstances. Ce geste n'est pas reconnu comme un suffrage exprimé.

▶ Les débats de l'entre-deux-tours

Le débat télévisé de l'entre-deux-tours est depuis 1974 un moment fort des présidentielles. Retrouvez des vidéos historiques sur le site.

▶ Microsoft investit dans l'édition numérique

Microsoft, en investissant dans l'édition numérique du

libraire américain Barnes & Noble, s'offre une application de lecture maison pour les futures tablettes sous son système Windows 8.

▶ Discriminations antichrétiennes

Amnesty International vient de consacrer un rapport à la discrimination à l'égard des musulmans en Europe et Amnesty France se penche sur les discriminations antichrétiennes.

▶ La Journée nationale de prière sera maintenue aux États-Unis

Les origines de cette célébration remontent aux pères de la nation.